



Rien ne se perd, rien ne se crée... tout se transforme chez les Petits Riens

PAR FRANÇOIS CORBIAU
PHOTOGRAPHIES : FRANÇOIS CORBIAU

En quatre ans, les Petits Riens ont doublé le nombre de leurs travailleurs. Une croissance remarquable qui vise à dégager toujours plus de moyens pour financer les projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Mais ce changement d'échelle pousse l'association à s'adapter. Au risque de perdre son âme ?

À

la rue du Zuen à Anderlecht, à deux pas du ring, on aperçoit les camions et on entend les voitures. Dans ce brouhaha incessant, à l'ombre de l'enseigne bien connue d'un magasin d'ameublement, c'est là que se situe le nouveau centre de tri des Petits Riens inauguré en 2015. Pour le trouver, il suffit de suivre les camions qui défilent et déversent chaque jour des tonnes de vêtements.

Ce lieu est sans doute celui qui symbolise le mieux la mue entamée par l'association depuis quelques années. Véritable fourmilière, les travailleurs trient ici environ 25 tonnes de vêtements par jour. Dans un ballet de jaune, de vert, de rouge ou de noir, les vêtements passent entre les mains des trieurs qui décident en une fraction de seconde du sort à réserver à la fripe. « 10 à 15% sont jetés d'emblée parce qu'abîmés ou rongés par l'humidité, 20 à 25% sont valorisés en matière textile, plus de 45% partent à l'export. Et les 15% restants sont vendus en boutiques », explique Maria, responsable de l'atelier textile.

DÉGAGER DES BÉNÉFICES

Les Petits Riens, c'est avant tout une entreprise d'économie sociale dont l'activité repose sur la « collecte-tri-vente » de vêtements mais aussi de meubles, d'électro-ménagers, de livres ou d'objets en tous genres. « L'objectif est clairement de faire des bénéfices pour mener des projets en lien avec notre objet social », explique Odile Dayez, directrice de la communication. *Le modèle n'a pas changé depuis les débuts de l'association en 1937.* » Si ce n'est par son ampleur.

Il faut dire que le marché de la seconde main a la cote en ce moment. Un secteur très en phase avec une évolution sociétale, qui élève la « récup » au rang de nouveau sport national chez les jeunes générations pour qui consommer autrement et respecter l'environnement sont des priorités. Aussi parce que le marché de la fripe de seconde main est devenu « tendance ». « C'est vrai que les magasins marchent fort en ce moment, se réjouit Odile Dayez. On en a ouvert une dizaine ces dernières années. »

Mais si le secteur a le vent en poupe, le marché devient aussi de plus en plus concurrentiel. « Les Petits Riens devaient se professionnaliser s'ils ne voulaient pas être dépassés par la concurrence », analyse la responsable communication. Dans le précédent centre de tri, les Petits Riens n'arrivaient pas à traiter tout le volume reçu. « On a vu qu'on pouvait grossir davantage en ouvrant plus de magasins dans des régions où on n'était pas encore et du même coup engager plus de gens. »

TENSION PERMANENTE

Un virage qui n'est pas sans conséquence sur l'organisation du travail et sur le fonctionnement de la structure. Pour Odile Dayez, le défi pour les Petits Riens est de grandir tout en continuant à être en phase avec ses différents publics : « En même temps surfer sur la vague 'récup' tout en n'oubliant pas le public premier auquel s'adressent nos magasins. » La quadrature du cercle? Peut-être pas si l'on en croit la directrice. « Nos enquêtes montrent que les clients les plus précarisés sont contents de l'évolution de nos magasins. Ils se sentent valorisés de faire leurs courses dans un magasin comme les autres. »

Martine a vu les changements. La soixantaine, cette habituée des Petits Riens se rend en moyenne une fois par semaine au magasin situé chaussée de Wavre, du côté de la Chasse à Bruxelles. Si elle apprécie les nouveaux agencements, elle trouve quand même que les prix ont augmenté. « Avant on trouvait plus facilement des chemisiers ou un accessoire à petit prix. » Du côté des Petits Riens, on nuance même si on admet un changement de politique. « Les prix de base sont restés les mêmes mais on valorise davantage les pièces rares, les produits de marque, confirme Odile Dayez. Il y a donc eu une augmentation ciblée, uniquement sur les produits de 'luxe'. »

C'est une des difficultés inhérentes au modèle : vouloir accroître les bénéfices ne se fait-il pas au détriment des personnes les plus précarisées? Odile Dayez s'en défend et voit plutôt ça comme un défi permanent. Elle évoque la double casquette historique des Petits Riens. « On a toujours eu une pression à faire de bons résultats. Mais c'est vrai que celle-ci s'est encore accentuée avec la construction du nouveau centre de tri étant donné les investissements que ça représente pour l'association. »

« IL NE FAUT PAS ÊTRE NOSTALGIQUE ! »

Ce changement d'échelle fait également ricaner en interne et fait dire à certains travailleurs que les Petits Riens, ce n'est plus comme avant. Pour certains, cela s'est traduit concrètement par un déménagement de leur lieu de travail à la rue du Zuen, dans le zoning d'Anderlecht. « Avant, tout tournait autour de la rue Américaine à Ixelles. C'était le cœur historique de l'association où se mêlaient au quotidien le social et l'économique, regrette ce travailleur qui préfère garder l'anonymat. Tout était mélangé, je croisais les bénéficiaires tous les jours. Aujourd'hui, tout est cloisonné. »

« C'est vrai qu'on a beaucoup grandi et qu'on a été contraint de nous décentraliser, réagit Odile Dayez. On a éclaté les lieux et donc, forcément, les liens sociaux entre les travailleurs. »

Ce qui était possible dans un fonctionnement à petite échelle ne l'est plus aujourd'hui. On a dû se professionnaliser. »

Pour André Bouret, le directeur des actions sociales, il ne faut pas être nostalgique. « Les Petits Riens, c'est peut-être devenu un gros machin mais ce changement d'échelle a permis de dégager des moyens en plus pour l'action sociale. Ça permet de faire beaucoup de projets et en plus de créer de l'emploi. » Il rappelle aussi que les nouvelles marges ont permis à l'association d'engager 25 travailleurs sociaux supplémentaires en 10 ans pour le suivi des personnes. « Et avec les nouveaux projets en préparation, on va encore certainement en engager 10 au bas mot. »

Les Petits Riens : par-delà la collecte-tri-vente

« Les Petits Riens, c'est la collecte des biens et, derrière, il y a une bonne cause. » En substance, c'est ce qui ressort de l'enquête de notoriété qu'a menée l'association récemment. « 85 % des Belges connaissent le nom 'Petits Riens' et l'associent à la collecte de seconde main », explique Odile Dayez. Mais le problème est que les gens n'associent pas le nom aux projets sociaux. « Ils pensent qu'on redistribue simplement les biens aux personnes précarisées. Ils ne connaissent pas l'action sociale que nous menons. » Car derrière les « bulles » à vêtements se cache aussi une plateforme d'insertion et de lutte contre la pauvreté.



RENCONTRE. « FAIRE TRAVAILLER LES PERSONNES, CE N'EST PAS UN BUT, C'EST UN MOYEN... »

Placardées au mur derrière son bureau, les affiches à l'effigie du Doudou trahissent ses origines. Cet assistant social psychiatrique de formation a commencé sa carrière à Mons. André Bouret, qui se décrit comme « un homme de terrain », travaille depuis 14 ans chez les Petits Riens. Il dirige les actions sociales de l'association.

Vous proposez un accompagnement global des personnes et élaborez avec elles un projet. Vous insistez tout particulièrement sur sa mise en activité?

Effectivement, on demande aux gens d'être actifs, de ne pas être oisifs ou de rester à ne rien faire. Ils doivent penser à une formation, un bénévolat, chez nous ou ailleurs. C'est la meilleure façon de se réhabituer à un rythme, de structurer son temps en fonction de ses activités. C'est une façon de remettre le pied à l'étrier. Faire travailler les gens, ce n'est pas un but, c'est un moyen. Ça fait partie intégrante du projet. Mais j'insiste, ce n'est pas de l'exploitation. Ceux qui nous ont accusés il y a quelques années d'être des négriers n'ont pas compris le projet.

Les Petits Riens ont hébergé près de 300 personnes et en ont accompagné 900 l'année dernière. Quel est le parcours des personnes qui passent par vos structures?

Il s'agit souvent de personnes qui avaient une famille, un boulot ou vivaient en couple. Et puis un jour, ça dérape. Perte d'emploi, divorce, rupture familiale. Les dettes s'accumulent et les personnes finissent par perdre leur logement. Elles chutent parce que tous les filets de sécurité ont sauté petit à petit. La société a une responsabilité incroyable. À cela viennent s'ajouter des problèmes de santé mentale ou de dépendance à l'alcool. Pas moins de 85% des personnes accueillies dans nos structures ont un problème plus ou moins grave avec l'alcool.

La précarité touche de plus en plus de monde et des publics de plus en plus variés. Quelles sont les évolutions récentes chez les personnes qui s'adressent à vous?

On est confronté aujourd'hui à des situations de plus en plus complexes, notamment à cause des questions de santé mentale. Des problématiques qui, avec la question des polydépendances, posent un vrai défi au modèle que nous prônons, à savoir encourager les personnes à se réinsérer via un bénévolat ou une formation. Difficile de faire de la réinsertion si on ne s'attaque pas en même temps aux questions de santé mentale et aux assuétudes par exemple. C'est pour ça qu'on a mis en place un projet comme Syner'Santé. On a aussi développé d'autres projets pour des publics spécifiques. Comme @Home pour l'accueil de jeunes de 18 à 24 ans en chambre individuelle. Et là on s'apprête à ouvrir des studios et des appartements une ou deux chambres pour accueillir des familles monoparentales. Une quarantaine de personnes en tout vont pouvoir être accueillies dès 2019.



Fabien, 49 ans. Fabien vit dans un logement de transit après avoir fait un séjour relativement long à la maison d'accueil des Petits Riens. Heureusement, le bénévolat qu'il effectue plusieurs jours par semaine le raccroche à quelque chose. Vivre seul? Pas trop vite. « J'ai besoin d'être accompagné. Je n'ai pas envie de rechuter, de tout recommencer à zéro et de me retrouver de nouveau à la maison d'accueil. »

Réinsertion : une formation rapprochée et un emploi à l'Horizon

Depuis 25 ans, l'atelier de formation par le travail Horizon forme des chercheurs d'emploi peu qualifiés à l'électromécanique. En faisant leurs premières armes sur les appareils électroménagers revendus dans les magasins des Petits Riens, les stagiaires (ré)apprennent un métier.

« Tu n'as pas de chaussures de sécurité ! », lance Yannick à travers l'atelier. Tout sourire, ce Camerounais d'origine âgé de 34 ans a entamé la formation il y a sept mois. « Avant j'étais plus discret, admet-il. Ici on n'apprend pas que les aspects techniques mais aussi la façon d'être, de se comporter avec ses collègues. »

À l'arrière de l'entrepôt de collecte et de tri à Anderlecht, une quinzaine de stagiaires sont en train de démonter et de disséquer lave-vaisselle, lave-linge, fours et cuisinières pour les remettre en état de fonctionnement. Entre deux coups de marteau, la discussion s'engage autour d'un problème technique ou d'un parcours de vie.

REPRENDRE CONFIANCE

Raphaël, lui, est d'un abord plus discret que son collègue. Hébergé depuis un an à la maison d'accueil des Petits Riens, il a été bénévole au magasin de la rue Américaine avant d'intégrer la formation en octobre 2017. *« J'ai perdu mon emploi et j'ai été radié de ma commune. J'étais presque à la rue. Quand on m'a mis à la porte de mon habitation, j'ai frappé à la porte des Petits Riens. »* Aujourd'hui, il a rebondi. La formation, le cadre de travail, le contact avec les formateurs et les autres stagiaires lui ont permis de se reconstruire. *« Je me sens à nouveau capable de travailler. J'ai repris confiance »,* explique-t-il en décrochant à peine le regard de son voltmètre.

En 25 ans, 400 personnes ont été remises à l'emploi. C'est peu et beaucoup à la fois quand on examine de plus près le parcours des participants. *« On travaille avec un public fragilisé peu qualifié. Beaucoup de stagiaires ont des parcours compliqués, souvent faits d'échecs »,* explique Jean Delespesse, coordinateur de l'atelier de formation par le travail (AFT) Horizon.



Sept candidats intègrent le groupe deux fois par an aux mois d'avril et d'octobre. *« Travailler en petits groupes nous permet d'effectuer un suivi rapproché, insiste le coordinateur du projet. On parle, on échange, on apprend à se faire confiance. Certains jouent un rôle de confident. On forme une petite famille. »*

UN EMPLOI À LA CLÉ

Alexis est formateur au Centre AFT Horizon depuis 2005. La formation comprend 700 heures de cours théoriques et 1.000 heures de cours pratiques. Il revoit les connaissances techniques de base : électricité, résistances, électromécanique avant de passer à la pratique. *« On part du fonctionnement des systèmes électromécaniques de base pour ensuite le transposer à tous les systèmes. Une fois maîtrisés sur les appareils électro-ménagers, les principes restent les mêmes pour les grosses machines dans les entreprises »,* explique Alexis, qui a suivi cette formation il y a une quinzaine d'années.

À l'issue de la formation, les stagiaires sont envoyés pendant un mois en entreprise. S'ils en ont l'occasion, Yannick et Raphaël voudraient effectuer leur stage à la STIB. Si la formation ne donne pas lieu à une certification officielle, elle débouche sur un emploi dans la plupart des cas. *« La majorité des stagiaires sont engagés dans les entreprises à l'issue de leur stage »,* rappelle fièrement le coordinateur du projet.

Aire de rien : le lien social pour une réintégration à long terme

Parce que le manque de lien social est un facteur de rechute, les Petits Riens ont fait de cette question une priorité. Ils ont créé il y a 10 ans l'Aire de rien, un centre de jour aux allures de café social, l'alcool en moins.

« Ici le sport national, c'est le 'cacher' de canettes, sourit Bertrand Lombaert, coordinateur du lieu. On en retrouve partout, près de l'entrée ou dans les bacs à plantes. » En ce jeudi matin, ils sont nombreux rue de la Victoire à Saint-Gilles pour le petit déjeuner hebdomadaire de l'Aire de Rien.

Certains profitent du fauteuil pour se poser brièvement après avoir pris un café et un croissant. D'autres entament une partie de kicker ou de ping-pong. Plus discrets, assis à une table, certains lisent le journal. Sur la grande table au milieu, ils sont plusieurs à faire la papote. En tout, une cinquantaine de personnes passeront ici pendant la matinée.

TOUS PUBLICS

Initialement prévu pour les anciens résidents de la maison d'accueil, le centre de jour est ouvert à tous les publics depuis le mois d'octobre. Ceux qui le souhaitent peuvent avoir accès à différents services sociaux des Petits Riens rassemblés ici sous un même toit : le Centre d'action sociale Abbé Froidure (CASAF) avec un service juridique et de médiation de dettes, le projet Un Toit à soi (UTAS) et le projet Syner'Santé qui traitent des questions d'assuétudes, à commencer par les problèmes d'alcool.

L'Aire de rien, c'est un peu comme un carrefour. Un lieu de rencontres pour se poser, discuter avec des travailleurs sociaux, prendre des infos, échanger avec les autres et même prendre part à des activités culturelles ou sportives comme un tournoi de mini-foot. D'autres activités thématiques sont organisées tous les mois : des sorties à la mer, à Liège, Mons ou encore Pairi Daiza. *« Toutes ces activités permettent aux personnes de se changer les idées et de s'apaiser, explique Bertrand Lombaert. L'activité culturelle par exemple leur permet de réapprendre à se concentrer et de retrouver confiance en elles. Le manque de lien social crée le doute. Les personnes qu'on croise ici ont généralement une piètre image d'elles-mêmes. »*



Hors-champ. Tuer l'ennui le temps d'une partie de mini-foot

Les fortes chaleurs de ce lundi après-midi donnent à la salle communale d'Auderghem des allures de fournaise : 29 degrés à l'ombre mais, dans la salle, la température ressentie frôle les 50. Qu'à cela ne tienne, le match a commencé et le moins qu'on puisse dire est qu'il y a de l'engagement.

Pour encadrer les résidents, Bertrand, Mehdi et Guillaume sont de la partie. À leurs côtés, Manu, Sofiane, Chris, Léon, Stéphane, José et Abdel sont bien décidés à marquer des buts. En quelques minutes, les maillots sont trempés. *« Il fait trop chaud, c'est pas possible »,* ne cesse de répéter Manu, dégoulinant. Peu importe le score, l'objectif est de s'amuser et de se dépenser. Certains nourrissent même l'espoir de participer l'année prochaine à la « Belgian Homeless Cup », un tournoi de mini-foot organisé par le secteur du sans-abrisme. Étant donné la chaleur, on ne jouera pas les prolongations. Au coup de sifflet, la joyeuse bande se met rapidement en route. Ici pas de troisième mi-temps. À l'arrêt de l'autobus, ça rigole, on se charrie. Plus jeune que la moyenne, Chris se maintient un peu à l'écart. Lui ne rentrera pas chez lui ce soir. Il n'en a pas. En attendant de pouvoir réintégrer @Home, le projet des Petits Riens réservé à l'accueil des jeunes de 18 à 24 ans, il dort dans un parc. *« J'ai l'habitude de dormir dehors, explique-t-il avec sa voix d'enfant. Et puis de toute façon, il fait bon en ce moment. »*

Rencontres.

« Trouver un logement. Pour rebondir »

Antonia et Issan sont des habitués des lieux. « On vient ici tous les jours. On est bien accueillis. On s'occupe. On est là généralement entre 8 et 18 heures. » Les nuits, ils les passent en ce moment au Samusocial. Faute de mieux. « C'est dégueulasse. Ça sent la pisse. Il faut aller voir! On ne dort pas bien, on y croise des fous et des folles. Et surtout il y a beaucoup de violence. »

Priorité aux femmes oblige, Antonia trouve toujours de la place. Mais pour Issan, c'est une autre paire de manches. « Régulièrement, je dors dans la rue. Je viens de passer 15 jours à dormir dans le parc de la porte de Hal. » Ils se connaissent depuis qu'ils ont 12 ans. Elle est dans la rue depuis quelques mois. Lui y vit depuis 2010. Dans une situation administrative inextricable, ils ont perdu tous leurs droits. Mais grâce aux démarches entreprises par un des assistants sociaux du CASAF, Antonia vient de recouvrer ses droits au CPAS. « Le point de départ, c'est de trouver un logement. Et après on va pouvoir repartir... Mais ça fait plus de six mois qu'on cherche, soupire-t-elle. C'est très difficile. Quand j'explique ma situation, la plupart des agents immobiliers me disent qu'ils vont en parler au propriétaire mais on ne me rappelle jamais. Mon fils est dans un SAJ. J'ai besoin d'un logement pour pouvoir l'accueillir. Il me faudrait un appartement deux chambres mais ça coûte 700-800 euros. »

NE PAS RESTER SEUL

Francis connaît bien l'Aire de rien et ses travailleurs sociaux. Ce sexagénaire a vécu plus de deux ans à la maison d'accueil des Petits Riens. « Je passe ici quasi tous les jours. Ça me permet de sortir de chez moi. Au moins je ne reste pas seul. » Depuis peu, il réside dans un logement de transit où il est accompagné par une assistante sociale d'Un Toit à soi (UTAS), asbl sœur des Petits Riens spécialisée dans le suivi en logement de transit. « Quand tu sors de la maison d'accueil, tout à coup, tu te retrouves seul. Ce n'est pas une bonne idée, si tu veux t'en sortir. »

UTAS organise un suivi des personnes dans des logements individuels après leur passage par la maison d'accueil. Le but est de pérenniser la réinsertion de ces personnes et éviter qu'elles ne soient trop vite livrées à elles-mêmes. Elles bénéficient alors d'un accompagnement social, une guidance psychosociale qui varie en fonction des personnes et des situations. « Généralement, on dit aux personnes qu'elles peuvent rester 6 à 12 mois au maximum. Si nécessaire, on peut prolonger jusqu'à 18 mois. »

LE DÉFI DE L'APRÈS-MAISON D'ACCUEIL

Pour certaines personnes, sortir de la maison d'accueil, se retrouver seules à devoir gérer et se gérer dans un logement, c'est trop compliqué. Elles signent une convention sous la forme d'un partenariat qui comprend la plupart du temps un volet budgétaire. Une partie des revenus mensuels est confiée directement à UTAS qui s'occupe de payer le loyer et la gestion des frais du quotidien. Dans d'autres cas, l'argent prélevé est reversé comme argent de poche ou épargné en perspective de la location d'un logement privé. « Il est primordial que la convention signée soit perçue comme un partenariat, insiste Bertrand Lombaert. Si la personne nous perçoit comme un contrôle, ça ne fonctionnera pas. Attention, avec ce projet, on n'est pas dans l'assistanat. Le message est très clair : on est là pour t'aider mais c'est aussi à toi de gérer! » •



Vincent, 34 ans. Vincent est de retour à la maison d'accueil des Petits Riens depuis un peu plus d'un an. C'est son deuxième séjour en l'espace de quelques années. « J'ai des graves tendances à ne pas payer mes factures. Depuis plusieurs mois, je suis bénévole. Ça me fait évoluer dans tous les sens du terme. Je ne suis pas encore prêt à travailler ni à partir. Je veux partir correctement, pour ne pas risquer de revenir un troisième une fois. »